

Le Fer Solidaire

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

**Jeudi 29 janvier : on fait greve
 et on manifeste tous ensemble !**

Huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, Solidaires, FSU) appellent l'ensemble des salarié-e-s : secteur privé ou public, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi ou en formation, ... à organiser grève et manifestations le 29 janvier.

Dans beaucoup d'entreprises ou de secteurs comme à la SNCF, des appels unitaires sont déjà lancés et d'autres vont suivre. Les Unions Départementales du Rhône se sont rencontrées et ont décidé d'organiser une manifestation interprofessionnelle à Lyon le 29 janvier à 10h30, départ Manufacture des Tabacs.

Les attaques s'accroissent contre les salariés

(baisse des salaires, droit de grève, code du travail, contrat de travail avec licenciements facilités, 35 heures, suppressions massives d'emplois partout...)

Contre nos droits sociaux

(assurance maladie, franchises médicales, fermeture des hôpitaux, retraites...)

Contre les libertés

(test ADN, fichage dès 13 ans, flicage accru des chômeurs, expulsions massives des sans-papiers, pénalisation des plus jeunes, répression, mise sous tutelle des média...)

Les cheminots subissent comme les autres ce processus méticuleux de destruction sociale !

Ensemble, on est plus forts !

SUD Rail et notre Union Syndicale Solidaires sont bien conscients qu'une journée de grève et de manifestations ne sera pas suffisante pour faire reculer le patronat et le gouvernement...

Si nous ne voulons pas retomber dans un cycle de répétition de grèves de 24 heures, secteur professionnel par secteur professionnel, nous devons construire un mouvement interprofessionnel prolongé qui rassemble.

Cela fait si longtemps que nous travaillons à un appel interprofessionnel unitaire, que nous ne sous-estimons pas l'importance de la réussite de la journée du 29 janvier.

La suite indispensable, ne sera possible qu'après une grève massive et des manifestations puissantes, le 29 janvier !



**Il est temps
 Pour les cheminots comme pour
 tous
 les salariEs
 de relever la tête !**

Cheminots et salariés du secteur ferroviaire, le 29 janvier nous serons en grève et dans les manifestations !

Le président Pépy tient de beaux discours dans les médias. **Mais en réalité, de lourdes menaces pèsent sur l'entreprise publique SNCF et sur le Statut du personnel.**

Après la bataille perdue fin 2007 contre la casse de notre régime spécial de retraite, la direction et le gouvernement continuent leur offensive.

Notre réglementation du travail est déjà mise à mal, les salaires sont loin de suivre l'augmentation du coût de la vie, le nombre d'emplois ne cesse de diminuer, le découpage de l'entreprise par activité préalable aux privatisations s'accélère, après le fret, l'arrivée d'opérateurs privés sur les grandes lignes et le TER se confirme, ...

La modification du RH 0077 qui instaure une réglementation différente pour les cheminot-e-s travaillant au fret est un événement grave.

Tout d'abord, cela dégrade les conditions de travail, puisque ces changements ne prévoient aucune amélioration pour le personnel, seulement la possibilité de plus de flexibilité, moins de repos les week-ends, etc. C'est une régression.

La deuxième raison qui en fait un événement grave est que cela instaure une réglementation du travail différente selon l'activité exercée au sein de la SNCF, accélérant l'éclatement de notre entreprise de service public ferroviaire.

La fédération SUD Rail regrette très fortement que plusieurs fédérations syndicales aient accompagné cette remise en cause de notre réglementation du travail. Mais nous savons que la première responsabilité de cette situation incombe à la direction SNCF...

Aux ordres d'un gouvernement qui ne rêve que de privatisation, elle collabore activement avec ses partenaires des entreprises privées, pour essayer d'abaisser les droits sociaux des salarié-e-s.

Le projet « simplifier la SNCF » s'inscrit dans cette attaque contre le service public ferroviaire.

Lors du CCE du 23 septembre, nous avons indiqué « *Assurément, ce n'est pas à SUD Rail que le président de la SNCF est venu chercher des conseillers pour son pseudo « contrat social ». Ceux qui trempent là-dedans n'ont pas grand-chose à voir avec le syndicalisme tel que nous le concevons, ni sans doute avec le syndicalisme auquel croient les syndiqué-e-s qui leur faisaient confiance... ».*

Depuis, la direction a annoncé un grand moment de dialogue social, qui semble se mesurer seulement au nombre de réunions. Car, pour ce qui est de modifier les objectifs de la direction, ces heures passées en réunion ne serviront à rien. G. Pépy l'écrit clairement : « *il ne s'agit pas de négociation* ».

La fédération SUD-Rail a donc indiqué qu'elle ne participerait pas à la mise en place de ce qui conduit à « Simplifier ... la privatisation de la SNCF ».



Nettoyage, prévention/sécurité : en grève le 29 janvier !

La SNCF n'exploite pas que les cheminot-e-s à Statut, depuis des mois, des travailleurs/ses sans-papiers sont en grève, notamment en Ile de France. Les syndicats Solidaires les soutiennent. Nous avons alerté sur le fait que la SNCF aussi utilisait des sans papiers, à travers des entreprises de sous-traitance, notamment dans le nettoyage et le gardiennage ferroviaires. De récentes grèves du personnel assurant le gardiennage, la sécurité des gares, ont montré la réalité : des patrons qui, une fois démasqués, tentent de rejeter ces salariés qu'ils exploitent depuis des années ! Le syndicalisme qui lutte et unifie tous les travailleurs/ses quel que soit leur statut a permis de s'y opposer, et d'avancer vers la régularisation de tous.

En moins de vingt ans, pour assurer ces services essentiels à la SNCF, on est passé de cheminot-e-s à statut... à des salarié-e-s du privé, parfois sans contrats... voire sans-papiers ! **La direction SNCF porte une responsabilité écrasante dans cette situation de la sous-traitance ; mais les patrons de ces entreprises sont aussi responsables des bas salaires, de la précarité, des heures supplémentaires non payées comme elles devraient l'être.**

Restauration ferroviaire : bien des raisons d'agir !

« Vendu » à CREMONINI, par les patrons des Wagons-Lits et de la SNCF, le personnel de la restauration ferroviaire aura bien raison de faire grève aussi le 29 janvier, prolongeant ainsi les forts mouvements qui ont précédé la passation du nouveau marché. **Ce sera le moment de montrer à nos employeurs que nous ne nous laisserons pas faire, de peser sur les Négociations Annuelles Obligatoires, et d'être solidaires avec tous les salarié-e-s du pays !**

Filiales SNCF : nous voulons le Statut !

La direction SNCF ne cesse de mettre en avant sa volonté de penser « groupe » et non plus seulement « EPIC SNCF ».

SUD-Rail combat les acquisitions financières qui ne servent qu'à concurrencer d'autres entreprises publiques, et donc conduire à leur privatisation ; La SNCF a besoin d'argent public, pour développer le service public ferroviaire, pas pour jouer au Monopoly ... **Mais, puisque des dizaines de milliers de salarié-e-s d'innombrables filiales et sous-filiales sont intégré-e-s au Groupe SNCF, pourquoi leur refuse-t-on le statut de cheminot-e ?**

SUD-Rail revendique des droits égaux pour tous, et combat le dumping social ! En participant massivement aux grève et manifestations du 29 janvier, les salarié-e-s de toutes les filiales SNCF indiqueront que c'est aussi leur choix.

Personnel des CE et du CCE SNCF : convergence des luttes !

Les employeurs des personnes CE et CCE sont des syndicalistes. Malheureusement, cela n'est pas synonyme d'une garantie du respect des droits ! **Licenciements de militant-e-s syndicaux, sanctions, pressions, salaires très bas, sont le lot quotidien...** Avec tous les salarié-e-s du pays, les personnels des CE et du CCE SNCF seront dans l'action le 29 janvier !

Cheminots de VFLI, VEOLIA, ECR, ... : droits égaux !

Les négociations pour la mise en place de notre Convention Collective Nationale ne se font pas sur de bonnes bases. SUD-Rail l'a réaffirmé : **« il existe déjà une réglementation du travail pour le transport ferroviaire, c'est celle de la SNCF, et il faut l'appliquer aux entreprises privées ».** Au contraire, patrons du privé et de la SNCF se sont alliés dans l'UTP (branche transport du MEDEF) pour abaisser les droits de tous ! **Le 29 janvier, pour nos droits, et parce que, nous non plus, nous ne voulons pas subir leur crise, nous serons en grève avec les autres salariés du privé !**

Le 29 janvier, on sera tous dans l'action !

Nous serons des millions à dire au patronat et au gouvernement que nous ne voulons pas payer leur crise. C'est leur système économique qui est en crise.

Au nom de quoi, devrions-nous en payer les conséquences ?

En faisant grève et en participant aux manifestations, nous montrerons que d'autres solutions sont possibles, si nous posons les questions de fond, ... et si nous agissons pour que les réponses ne soient pas seulement celles qui arrangent la minorité qui prétend nous diriger, ... cette minorité qui a gaspillé des centaines de milliards !

Faut-il distribuer des centaines de milliards d'argent public pour sauver le capitalisme ?.....

Depuis octobre, toutes les institutions (Etats, FMI, Banque centrale européenne, etc.) distribuent les milliards à tour de bras pour «sauver le système de la crise qu'il traverse».

Alors qu'il n'y avait pas d'argent pour nos salaires, pour les services publics, pour la sécu, pour nos retraites, qu'il fallait réduire la dette et les déficits, des milliards sont offerts aux banquiers, aux patrons, aux actionnaires ... et le « déficit public » n'est plus un problème !

Après des dizaines d'années de bataille idéologique pour tenter de nous convaincre que la seule réalité possible c'est le marché, la libre concurrence, les privatisations, ... quand les bénéficiaires du système sont en difficulté, ils redécouvrent les bienfaits des aides publiques, mais pour leurs seuls intérêts privés.

C'est leur système qui est en crise, et ils veulent nous le faire payer !

Pas question : au contraire, rendez nous nos milliards !

Pas de licenciement, de chômage technique, de blocage des salaires : utilisons les milliards accumulés depuis des années, au lieu de les donner aux banques et aux actionnaires.

Privatiser les profits, socialiser les pertes, demeure un principe de base du système économique capitaliste.

C'est pour cela que ces centaines de milliards d'euros ne sont pas utilisés pour lutter contre la faim dans le monde, pour loger celles et ceux qui survivent sans toit, pour créer des emplois stables, améliorer les conditions de travail ou pour augmenter les salaires et pensions.

... Ou se poser la question de construire un autre système économique ?

Sous prétexte de leur crise, patrons et gouvernement essaient de nous pressurer encore plus ! Nous pouvons refuser : exigeons une autre répartition de richesses que nous produisons. Par notre travail, nous contribuons tous à la richesse collective. Le système actuel est organisé pour que quelques uns s'accaparent la majeure partie du profit permis par le travail de tous.

Les bas salaires, le chômage, la misère des retraites, la destruction des services publics et de la protection sociale, etc. ne sont pas une fatalité mais la conséquence de choix de société et c'est cela qu'il faut remettre en cause.

Dans les entreprises, dans les quartiers, discutons ensemble des revendications dont nous devons exiger satisfaction, et aussi de l'organisation même du travail, des services collectifs, etc...

